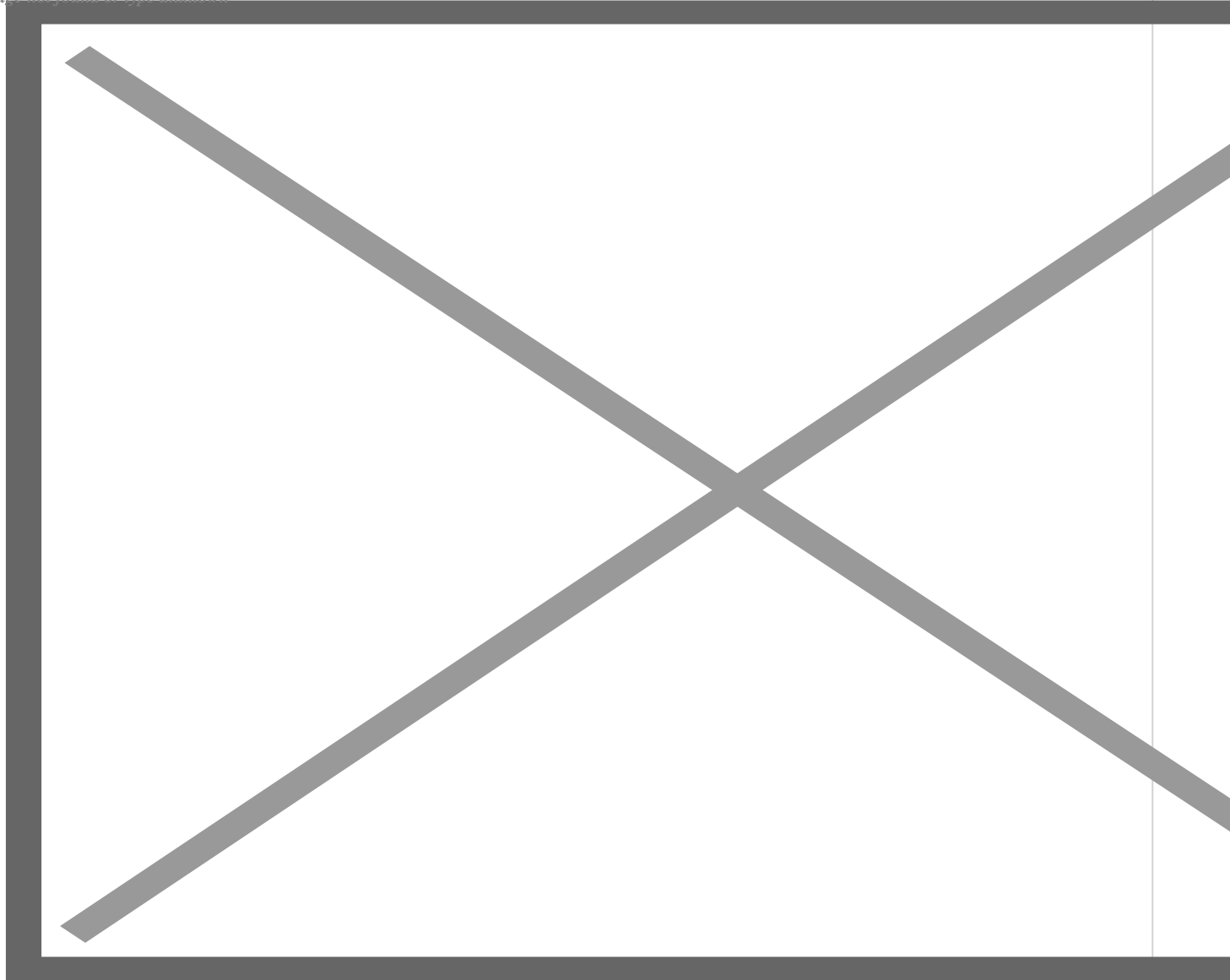


«Multilatéralisme, coopération et solidarité doivent être des mots d'ordre en ce moment»

Image not found or type unknown



Miguel Díaz-Canel a offert la coopération de Cuba pour rendre possible les objectifs de l'Agenda 2030 en Amérique Latine et les Caraïbes.

Cuba a confirmé son engagement envers la coopération et le développement durable, lors de la 38e session de la CEPAL, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes dont elle a assuré la présidence tournante ces deux dernières années.

Dans son discours à la séance d'ouverture, le président Miguel Díaz-Canel a souligné l'importance que revêt pour Cuba le fait d'avoir été à la tête de cet organisme de l'ONU.

«Cuba est honorée d'avoir accompagné les principaux processus visant à mettre en œuvre l'Agenda 2030 et à renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire aux niveaux régional et international, dans le but d'élargir et d'approfondir les réalisations et de dépasser les objectifs.

Travaillant à réduire les écarts existants et à consolider l'espace régional, nous nous sommes engagés à rechercher des solutions concertées et globales à des problèmes communs ou similaires, en partant toujours du principe de «ne laisser personne derrière».

Dans son discours, le président cubain a partagé le triste constat de la situation économique et sociale de notre région.

«En Amérique latine et dans les Caraïbes, un degré honteux d'inégalité économique et sociale persiste. Les écarts structurels et systémiques entre les nations, et au sein de chaque pays, demeurent et se creusent dans un contexte international complexe et difficile dans tous les domaines: santé, économie, finances, social et environnement.

C'est un fait que la pandémie a accentué les limites de nos systèmes de production et a exposé toutes nos vulnérabilités.

Son impact économique et financier et les coûts sociaux qui en découlent conduisent à des projections décourageantes. La région, qui connaît une croissance économique plus lente que d'autres régions du monde, est moins performante qu'elle ne l'a été au cours des sept dernières décennies».

Le chef de l'État cubain a cité un pronostic de la CEPAL qui prévoit une baisse de 9,1% de la croissance économique de la région cette année, la pire de son histoire et il a dénoncé le coût économique des effets du changement climatique notamment dans les petits États insulaires des Caraïbes.

Sur ce point, il s'est adressé aux pays membres de la CEPAL pour demander de continuer à développer la coopération régionale.

«Face à cette perspective dramatique, il est urgent de promouvoir des politiques globales de développement durable, d'atténuation, d'adaptation et de résilience.

Il est essentiel de créer de meilleures conditions et capacités pour la gestion et la réduction des risques dans les Caraïbes, de combler le fossé technologique et de promouvoir la coopération et l'accès en temps utile aux ressources indispensables pour atténuer les effets du changement climatique.

Nous sommes fermement convaincus que seule une réponse articulée entre les pays à tous les niveaux peut nous aider à surmonter les multiples crises auxquelles l'Amérique Latine et les Caraïbes sont confrontées aujourd'hui.

Pour y parvenir, il est essentiel de continuer à parier sur un multilatéralisme renouvelé et renforcé, sur la coopération solidaire et sur la recherche de solutions concertées et innovantes. Le multilatéralisme, la coopération et la solidarité doivent être des mots d'ordre en ces temps.

Il est de notre devoir de protéger la paix entre nous tous, prémisses indispensables au développement, au droit et à la revendication historique de nos peuples.

Je réaffirme ici ce que nous avons dit il y a deux ans lors de la réunion de La Havane : «Il n'y aura pas de développement sans paix, et pas de paix sans développement». Et par conséquent, nous soulignons la validité des postulats de la Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme zone de paix».

Le président Miguel Díaz-Canel a saisi l'occasion pour dénoncer une fois de plus le blocus que les États-Unis infligent à notre pays depuis presque 60 ans pour faire plier le peuple cubain par la faim et la maladie.

«Il est impossible d'ignorer dans ce scénario notre dénonciation du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement des États-Unis, blocus qui a été brutalement intensifié ces deux dernières années, même en période de pandémie de Covid-19.

Cette composante essentielle de la politique nord-américaine d'hostilité contre Cuba cherche à nuire à la nation dans son ensemble dans le but d'obtenir des concessions politiques et de provoquer le chaos.

L'escalade opportuniste du siège criminel, telle que reconnue par l'actuelle administration étasunienne, vise à étrangler totalement notre commerce, l'accès au carburant et aux devises, et renforce son statut d'obstacle réel au développement national.

Comme nous l'avons dit tant de fois, le blocus est qualifié de génocide et constitue une violation flagrante, massive et systématique des droits de l'homme de notre peuple, mais il ne nous éloignera pas d'un millimètre de nos programmes de développement.

Cuba persiste dans son engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030. Nous disposons d'un Plan national de développement économique et social jusqu'en 2030, dont les axes stratégiques s'articulent avec les objectifs de développement durable ; ainsi que d'une «Stratégie économique et sociale pour la promotion de l'économie et la lutte contre la crise mondiale déclenchée par le Covid-19» pour le redressement du pays.

Une fois de plus, nous réitérons ici notre engagement en faveur d'une coopération solidaire fondée sur le respect mutuel, l'aide désintéressée et la complémentarité, selon le principe invariable du partage de ce que nous avons, et non de ce que nous avons en trop.

Ni le blocus ni la plus féroce des campagnes de diffamation lancées aujourd'hui contre la coopération médicale solidaire offerte par Cuba ne porteront atteinte à la vocation humaniste de sa Révolution, notamment face au scénario international complexe et aux exigences pressantes générées par la pandémie».

A la fin de son discours, le président cubain a remercié Alicia Bárcena, secrétaire exécutive de la CEPAL de son «regard propre» sur Cuba et de ses efforts en faveur du développement durable de l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Il a également fait des vœux pour le succès du Costa Rica à la présidence tournante de la CEPAL et offert l'aide de notre pays.

«Comptez toujours sur Cuba pour rendre possibles les objectifs de développement durable et l'Agenda 2030 dans notre Amérique. C'est une dette envers tous les héros de l'indépendance de l'Amérique Latine et envers les rêves d'émancipation de ses peuples. Tout ce qui dépend de nos efforts, nous le ferons».



Radio Habana Cuba